

Gaza

La fabrique d'une poudrière

Bizarrerie géographique depuis la création d'Israël, bastion de la résistance palestinienne, sous blocus depuis 2007 après la victoire du Hamas aux législatives, l'enclave s'est muée en volcan. Al l'aube du 7 octobre, elle est entrée en éruption



Gaza où sont retranchées les troupes égyptiennes venues au secours des Palestiniens. En 1949, l'armistice signé avec Le Caire donne naissance à cet étroit territoire, peuplé de ses 800 000 habitants originaux, et de 200 000 réfugiés qui ont été expulsés de leur domicile, plus au nord et à l'est, par les milices sionistes. De peur qu'un foyer d'agitation nationaliste palestinien n'y écluse, Ben Gourion cherche à le neutraliser.

Dans son *Histoire de Gaza* (Fayard, 2012), l'universitaire Jean-Pierre Filiu explique que le premier chef de gouvernement de l'Etat hébreu proposa aux Nations unies d'annexer ce

Le 11 septembre 2005, le dernier drapeau israélien flottant sur la bande de Gaza est ramené. Après avoir évacué les colons juifs qui y étaient implantés, les troupes de l'Etat hébreu abandonnent le territoire palestinien qu'elles avaient conquis en 1967, lors de la guerre des Six-Jours. Bastion de la résistance à l'occupation israélienne, Gaza bascule sous le contrôle intégral de l'Autorité palestinienne, en application du plan de « désengagement » voulu par le premier ministre israélien de l'époque, Ariel Sharon. Moment de vertige. L'enclave côtière de 360 kilomètres carrés et de 2 millions d'habitants, concentré de colère et de misère, allait-elle faire ses adieux aux armes ? Allait-elle devenir la vitrine des rêves d'indépendance des Palestiniens, le prototype de l'Etat auquel ils aspirent ?

Un multimillionnaire juif américain, familier des grands de ce monde, est chargé de guider ses pas : James Wolfensohn. A 73 ans, l'ex-président de la Banque mondiale, tout juste retraité de l'institution, a accepté la casquette d'envoyé spécial du Quartet (Etats-Unis, Union européenne, Russie, Nations unies). Sa mission consiste à redresser l'économie de la langue de sable, saignée à blanc par la répression de la seconde intifada (2000-2005). En usant de son carnet d'adres-

ses, le philanthrope new-yorkais a déjà récolté 9 milliards de dollars de promesses de dons. Vu de l'étranger, l'espoir ne semble pas interdit. L'éditorialiste du *New York Times* Thomas Friedman prédit même à Gaza un destin de « Dubaï sur la Méditerranée ».

Ce pronostic laisse aujourd'hui un goût amer. Placé sous blocus depuis 2007, bombardé à intervalles réguliers, le réduit palestinien s'est transformé en volcan. Et, à l'aube du 7 octobre, il est entré en éruption. Couverts par des salves de roquettes, plus d'un millier d'hommes en armes du Hamas, le mouvement islamiste qui dirige le territoire depuis 2006, ont percé la clôture fortifiée qui le sépare d'Israël. Les infiltrés ont déferlé sur les localités juives voisines, en pick-up, à moto et même en ULM, semant la terreur sur leur passage. Bilan de cet assaut : 1300 morts, des civils pour l'immense majorité, et quelque 150 kidnappés. La pire tuerie de juifs depuis la Shoah. En retour, une pluie de bombes et de missiles s'est abattue sur la bande de Gaza, décimant des familles entières. Des immeubles de plus de dix étages sont pulvérisés l'un après l'autre. Plus de 1900 personnes, des civils pour la plupart, ont déjà péri dans cette opération qui ne fait probablement que commencer.

Dix-huit ans après le retrait de 2005, l'armée israélienne pourrait à nouveau investir

**« J'AIMERAIS
QUE GAZA SOMBRE
DANS LA MER,
MAIS CELA
N'ARRIVERA PAS ET
UNE SOLUTION DOIT
ÊTRE TROUVÉE »**

YITZHAK RABIN
premier ministre israélien
(1992-1995)

la bande de Gaza, comme elle l'a fait en 2014, lors de l'opération « Bordure protectrice ». Des plans sont en préparation dans l'hypothèse d'une campagne de longue durée, destinée à démanteler l'infrastructure militaire du Hamas. Dans l'esprit des dirigeants israéliens, le mouvement palestinien est « le nouvel Etat islamique », « un fléau que même le diable n'a pas créé », selon les termes d'Eli Cohen, le chef de la diplomatie de l'Etat hébreu. Et « l'antre » de ce mal absolu est Gaza.

« NID DE GUÊPES »

Le processus de stigmatisation de l'enclave palestinienne a une histoire ancienne. Dans l'Israël du début des années 1990, après la première Intifada (1987-1993), l'expression « *lekh le-Azza!* » (« va à Gaza ! ») était la version hébraïque du « va au diable ! » occidental. Avant même que ne débute les attentats-suicides qui ont marqué cette décennie, ce lieu était perçu à la fois comme dangereux et repoussant. Un « nid de guêpes » ou un « tas de fumier », écrit la journaliste israélienne Amira Hass, dans son ouvrage *Boire la mer à Gaza* (La Fabrique, 2001).

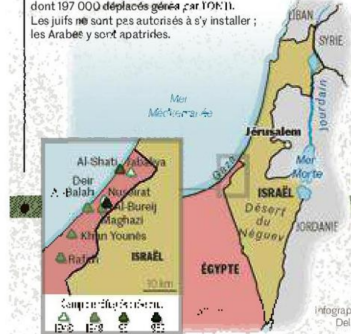
Cette bizarrerie géographique est pourtant le fait des fondateurs d'Israël. A la fin de l'année 1948, en pleine guerre d'indépendance, David Ben Gourion, premier chef de gouvernement du nouvel Etat, renonce à attaquer

1948 | CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Issu du plan de partage des Nations unies divisant la Palestine sous mandat britannique en deux Etats, juif et arabe, Israël voit le jour le 14 mai 1948. Le lendemain, les pays arabes voisins lui déclarent la guerre, qui s'achève par une victoire israélienne le 10 mars 1949.

1949-1967 | GAZA ADMINISTRÉE PAR L'ÉGYPTÉ

A la suite de l'armistice signé en 1949, Gaza est placée sous administration militaire égyptienne. Y vivent alors 279 000 personnes, dont 197 000 déplacés *gazaïes* par l'ONU. Les juifs ne sont pas autorisés à s'y installer ; les Arabes y sont apatrides.



1956 | GUERRE DE SUEZ

Après la nationalisation du canal de Suez par l'Égypte, Israël envahit la bande de Gaza et le Sinaï avec le soutien franco-britannique. Sous la pression de l'URSS et des États-Unis, Israël recule derrière la ligne d'armistice de 1949. L'ONU déploie des casques bleus le long de la frontière égyptienne.

1967 | GUERRE DES SIX-JOURS

Le 5 juin, Israël attaque l'Égypte. La Jordanie et la Syrie entrent dans le conflit, en vain. Cette guerre éclair s'achève le 10 juin par la victoire écrasante d'Israël.

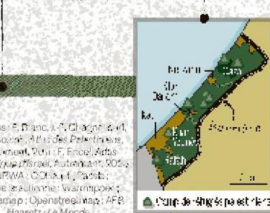


1979 | TRAITÉ DE PAIX AVEC L'ÉGYPTÉ

Israël restitue à l'Égypte le Sinaï (1982), mais conserve le contrôle de Gaza.

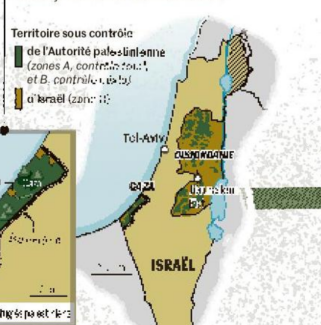
1987 | PREMIÈRE INTIFADA ET CRÉATION DU HAMAS

Partie de Gaza, le 9 décembre, la première Intifada embrase les territoires palestiniens. Le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), ex-croissance des Frères musulmans, est créé. Sa charte (1988) prône la destruction d'Israël.



1993-1995 | ACCORDS D'OSLO

En 1993, l'accord de paix Oslo I entérine la reconnaissance mutuelle de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et d'Israël. En 1994, après vingt-sept ans d'exil, Yasser Arafat, chef de l'OLP, rentre à Gaza. Gaza-Ville devient le siège de la nouvelle autorité nationale palestinienne. En 1995, l'accord Oslo II prévoit une gestion des territoires palestiniens selon trois statuts administratifs. Néanmoins, la colonisation israélienne s'étend. En 2000, l'autorité palestinienne n'administre que 40 % de la Cisjordanie et les deux tiers de Gaza.





Après une frappe aérienne israélienne à Jabaliya, dans la bande de Gaza, le 11 octobre.
HABIB MOUSSAÏP

territoire, en contrepartie d'une réinstallation des réfugiés sur le sol israélien. Les Égyptiens s'y opposèrent, sans pour autant étendre leur souveraineté sur la bande de Gaza. Ils devinrent, par défaut, les administrateurs de la région. Et c'est ainsi que cette anomalie née de la guerre s'est installée dans la durée.

C'est là, dans les années 1950, que la résistance palestinienne réalise ses premiers faits d'armes. Israël répond par une première occupation de Gaza, de novembre 1956 à mars 1957. Un épisode qui cause la mort d'un millier de Palestiniens. « Si l'on ajoute au nombre de morts celui des blessés, emprison-

nés et torturés, environ un habitant sur cent du territoire a été frappé dans sa chair par la violence de l'envahisseur », écrit Jean-Pierre Filiu.

Les actions de guérilla des fedayins se poursuivent après l'occupation de 1967. Alors chargé du commandement du front sud, Ariel Sharon riposte, en 1971, en lançant ses blindés et ses bulldozers contre les camps de réfugiés. Rafles, liquidations, expulsions, démolitions de masse assomment Gaza. L'année suivante, changement de ton : Israël accorde aux Palestiniens des territoires occupés un « permis de sortie général », qui les autorise à circuler sans entraves entre la mer

et le Jourdain. Le nombre de Gazaouis travaillant sur le sol israélien, comme ouvrier, serveur, chauffeur, cuisinier ou jardinier, bondit aussitôt : 61 000 en 1973, contre 5 000 en 1968.

La manœuvre vise à diluer le nationalisme palestinien dans le marché du travail israélien. Et dans un premier temps, elle fonctionne. Les salaires empochés par les Palestiniens, nettement supérieurs à ce qu'ils gagnaient à Gaza, achètent une forme de paix sociale. Mais les effets de l'occupation et de la colonisation, avec leur cortège de violences et d'humiliations, reprennent vite le dessus.

La première Intifada éclate en décembre 1987. Gaza est l'épicentre de ce soulèvement populaire que le ministre de la défense israélien, Yitzhak Rabin, promet de mater en « brisant les os » des jeunes lanceurs de pierres.

Le Hamas émerge à ce moment-là. Il s'appuie sur le réseau d'une organisation caritative religieuse, Al-Moujamaa Al-Islami (« le centre islamique »), qui s'est implantée dans la bande de Gaza avec le soutien – d'abord tacite, puis actif – de l'occupant. La bureaucratie militaire israélienne a misé sur cette croissance des Frères musulmans, qui se désintéresse de la politique, pour affaiblir le camp nationaliste incarné par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat. Dans la bande de Gaza, entre 1967 et 1986, le nombre de mosquées affiliées à la confrérie est passé de 76 à 150. Quand le cheikh Ahmed Yassine, dirigeant du Moujamaa Al-Islami, décide, en 1987, de donner à la lutte contre l'occupant la priorité sur l'islamisation de la société, les bases du mouvement Hamas sont prêtes.

MESURE DE PRÉCAUTION TEMPORAIRE

L'essoufflement de la première Intifada, en 1991, coïncide avec une mesure très importante : la révocation du « permis de sortie général ». D'un droit accordé à toute la population palestinienne, la liberté de circulation entre Gaza, Israël et la Cisjordanie, se transforme en un privilège, octroyé à quelques catégories sociales seulement – étudiants, hommes d'affaires et travailleurs en Israël. Cette décision, prise à la veille de la première guerre du Golfe (janvier-février 1991), est présentée comme une mesure de précaution temporaire.

Mais, dans les faits, sa portée est bien plus ambitieuse. Les généraux israéliens ont compris qu'en favorisant, à travers le « permis de sortie général », une réunification de Gaza et de la Cisjordanie, ils ont généré un dynamisme qui n'est pas étranger au déclenchement de la première Intifada. Les théoriciens en treillis de Tel-Aviv prônent désormais la « séparation ». Il s'agit de disloquer le corps social et politique palestinien. Les prémices du futur blocus de Gaza sont posées.

A ce nouveau régime de déplacement, s'ajoute une mesure couperet : le bouclage. Il suffit que l'armée en donne l'ordre pour que le checkpoint d'Erez, la porte de sortie de Gaza vers Israël et la Cisjordanie, se referme. La première injonction tombe en mars 1993, un an avant que le Hamas – qui refuse toute légitimité à Israël – ne lance une série d'attentats-suicides. Chaque jour de bouclage représente des centaines de milliers de shekels de salaire perdus.

Le paradoxe veut que le processus de paix d'Oslo démarre à ce moment. Yitzhak Rabin est devenu premier ministre. « J'aimerais que

LIRE LA SUITE PAGE 18

2000 | SECONDE INTIFADA

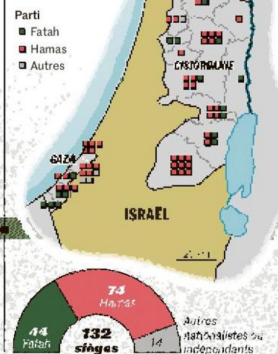
Le 28 septembre, la visite d'Ariel Sharon, chef de la droite israélienne, sur l'esplanade des Mosquées, déclenche un nouveau soulèvement palestinien. Israël bombarde Gaza et détruit l'aéroport international. Une vague d'attentats-suicides s'abat sur Israël. Le cheikh Ahmed Yassine, fondateur et leader spirituel du Hamas, est tué, le 22 mars 2004, dans une frappe israélienne à Gaza.

2005 | RETRAIT UNILATÉRAL D'ISRAËL DE GAZA

Démantèlement des vingt et une colonies installées à Gaza, Israël conserve cependant le contrôle des frontières terrestres, aériennes et maritimes.

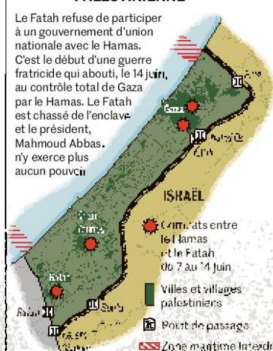
2006 | VICTOIRE ÉLECTORALE DU HAMAS

Après avoir connu un net succès aux élections municipales, en 2005, le Hamas remporte le scrutin législatif, le 25 janvier. En tête de liste, Ismail Haniyeh devient premier ministre de l'Autorité palestinienne.



2007 | GUERRE CIVILE PALESTINIENNE

Le Fatah refuse de participer à un gouvernement d'union nationale avec le Hamas. C'est le début d'une guerre fratricide qui aboutit, le 14 juin, au contrôle total de Gaza par le Hamas. Le Fatah est chassé de l'enclave et le président, Mahmoud Abbas, n'y exerce plus aucun pouvoir.



2007-2008 | BLOCUS ISRAËLO-ÉGYPTIEN

Le Hamas au pouvoir, la bande de Gaza est désolée « en tant qu'hostie » par Israël, qui met en place un blocus. Les points de passage terrestres vers Israël sont fermés ou soumis à de fortes restrictions. L'accès à la mer est réduit. L'Égypte ferme elle aussi sa frontière avec Gaza, obligeant un million de personnes à passer la frontière à l'étranger, mais n'empêchant pas le Hamas.

Fin | OPÉRATION 2008 « PLOMB DURCI »

Israël lance une offensive aérienne et terrestre, pour détruire les installations du Hamas et les tunnels aménagés sous la frontière avec l'Égypte.

2011 | DÔME DE FER

Déploiement du système de défense aérienne israélien pour intercepter les roquettes lancées du sud du Liban et de Gaza.

2012 | OPÉRATION « PILIER DE DÉFENSE »

Le 14 novembre, l'armée israélienne lance une offensive à Gaza. Celle-ci coïncide par l'assassinat d'Ahmed Yassine, chef militaire du Hamas, et se termine, une semaine plus tard, par des frappes aériennes massives.

SUIITE DE LA PAGE 17

Gaza sombre dans la mer, mais cela n'arrivera pas et une solution doit être trouvée», déclarait-il à cette époque. Des plans visant à établir aux portes de l'enclave des zones industrielles mixtes, avec du capital israélien et de la main-d'œuvre palestinienne, sont dressés. Mais, à chaque acte de violence du Hamas, l'état-major israélien resserre le carcan autour de Gaza. Bouclages, baisse du nombre de permis : ces mesures, dénoncées comme des «châtiments collectifs», font bondir le taux de chômage dans le territoire jusqu'à 70 %.

En 2000, alors qu'éclate la seconde Intifada, Israël accroît cette logique punitive. Le corridor ouvert quelques mois plus tôt pour faciliter les trajets vers la Cisjordanie est fermé. L'aéroport de Gaza, en service depuis un an, est bombardé en 2001. Les étudiants de Gaza inscrits dans une faculté de Cisjordanie se voient privés de permis de sortie. L'état hébreu, qui contrôle le registre d'état civil palestinien, doit réviser les changements d'adresse entre les deux territoires. Les Palestiniens de Gaza résidant en Cisjordanie sans permis ad hoc sont renvoyés manu militari dans la bande de sable. «Durant les dix-sept dernières années de ma vie, je n'ai pu passer que quatre mois, en tout et pour tout, avec ma famille à Gaza», expliquait, en 2008, Arij Hejazi, une ingénieure d'une trentaine d'années, bloquée à Ramallah où elle était partie étudier en 1992.

Arrive alors le retrait israélien de Gaza, en 2005, Mahmoud Abbas, qui a succédé à la tête de l'Autorité palestinienne à Yasser Arafat, décédé en 2004, y voit l'opportunité de relancer le processus de paix. Il espère redonner un peu de crédit à son régime, usé par le fiasco du processus d'Oslo, et contenir ainsi la poussée du Hamas. Le mouvement islamiste estime, non sans raison, que le désengagement israélien est la conséquence de sa stratégie de harcèlement armé. Mais à Ramallah, les efforts du rais pour coordonner le départ des 8500 colons juifs se heurtent à la stratégie unilatérale d'Ariel Sharon, devenu premier ministre d'Israël.

Quelques mois avant le retrait, l'éménité grise du chef du gouvernement israélien, l'avocat Dov Weissglas, s'est confiée au journal *Haaretz*. «La signification du désengagement, c'est le gel du processus de paix, a-t-il admis. Tout ce package qu'on appelle l'état palestinien, avec tout ce que cela implique, a été retiré indéfiniment de notre agenda. Le désengagement est comme du formol. Il apporte la quantité de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus politique avec les Palestiniens». Le 11 septembre 2005, les hauts gradés de Gaza boycottent la cérémonie de départ de l'armée israélienne. Ils ont le sentiment qu'au lieu de leur remettre la clé du territoire, leurs homologues l'ont jetée dans les champs.

Le milliardaire James Wolfensohn s'attelle alors à la tâche. Son principal instrument de travail s'appelle l'Accord sur le Mouvement et l'Accès (AMA), un accord israélo-palestinien signé sous l'égide de Condoleezza Rice, la secrétaire d'État américaine de l'époque, dans le but de désenclaver le territoire. Le document prévoit la réouverture des points de passage et de la liaison routière avec la Cisjordanie, la mise en chantier d'un port et l'éventuelle remise en service de l'aéroport.

Mais, très vite, le scénario déraile. Le terminal de Karni, voie d'accès au marché israélien, n'ouvre que par intermittence. Les mauvais jours, un embouteillage de camions remplis à ras bord de tomates et de poivrons se forme devant ses grilles. Quand deux ou trois cargaisons parviennent à passer, dix doivent être jetées. Karni se transforme en cul-de-sac. Question de sécurité, répond Israël à ceux qui l'accusent de torpiller l'AMA. Le 13 janvier 2005, six civils israéliens avaient été tués par des miliciens du Hamas qui avaient réussi à s'infiltrer dans le terminal. Entre 2005 et 2006, les tirs de roquettes et de mortiers sur les localités du sud d'Israël – des projectiles de facture encore artisanale – augmentent de 300 %. La stratégie du pire des islamistes entretient la hantise sécuritaire israélienne.

STRATÉGIE DU PIRE Wolfensohn ne se décourage pas. Les scanners géants promis par l'AMA sont installés à Karni. Ils garantissent aux militaires israéliens, sceptiques, qu'ils peuvent détecter la moindre menace tapie dans la remorque d'un camion. Mais l'interlocuteur de Wolfensohn est Amos Gilad. Général à la retraite, chef du bureau politico-sécurité du ministère de la défense israélien, c'est l'homme du verrouillage de Gaza. «Avec lui, la moindre demande peut prendre des mois, confie à l'époque un diplomate occidental. Il ne dit jamais non, jamais oui, mais il faut voir ce dans "on va évaluer". Il est la machine qui prédigère toutes les excuses pour ne rien faire».

Les séances de travail entre l'équipe de Wolfensohn et Amos Gilad sont souvent houleuses. Mais, en janvier 2006, ces différends s'aplanissent. Le Hamas vient alors de remporter les élections législatives, conséquence logique du discrédit de l'Autorité palestinienne au sein de la population. Pour Washington, la priorité n'est plus tant de relever Gaza, que de faire tomber les islamistes. Sous l'influence d'Elliott Abrams, conseiller adjoint à la sécurité nationale et néo-conservateur, réité à toute pression sur Israël, la diplomatie américaine lâche l'envoyé spécial du Quartet, qui démissionne en avril 2006. Son dernier rapport dresse un constat de faillite : Karni fermé un jour sur deux, pas de port, pas d'aéroport, pas de corridor avec la Cisjordanie.

À INTERVALLES RÉGULIERS, LE HAMAS ET LE FATAH ANNONCENT UN PROJET DE RÉCONCILIATION. MAIS CES INITIATIVES AVORTENT AVEC UNE CONSTANTE DE MÉTRONOME

Keith Dayton, le coordinateur sécuritaire des États-Unis au Proche-Orient, relève le gant. Il propose de faire sortir la production gazaouie par l'Égypte, via deux autres terminaux, Kerem Shalom et Rafah. Mais ses efforts pour sauver l'AMA butent à leur tour sur l'intransigeance israélienne et sur les crochepattes des faucons de Washington. «Au lieu de reprendre espoir, les Palestiniens ont compris qu'ils étaient remis en prison. Avec 50 % de chômage, le conflit est inévitable», confie Wolfensohn au quotidien *Haaretz*.

À la mi-juin 2007, les forces du Fatah, fidèles à Mahmoud Abbas, sont défaites par le Hamas, au cours d'une guerre civile de cinq jours. Le mouvement islamiste s'empare de la totalité du pouvoir dans la bande de Gaza, sous le regard accablé des négociateurs palestiniens, qui ont travaillé d'arrache-pied pour redonner de l'oxygène à Gaza. «Les gens de Dayton nous l'ont dit en privé, expliquait l'un d'eux. Si Karni, Rafah et Kerem Shalom avaient pu ouvrir avant le coup de force du Hamas, la situation aurait été complètement différente. Il n'est pas interdit de se demander si les Israéliens n'ont pas favorisé délibérément l'ascension du Hamas».

BLOCUS QUASI HERMÉTIQUE

Le 13 juin 2007, un jour avant le naufrage du Fatah, Amos Yadin, le chef du renseignement militaire israélien, avait été franc avec l'ambassadeur américain à Tel-Aviv. «Israël serait heureux si le Hamas s'emparait de Gaza parce que l'armée pourrait alors traiter Gaza comme un État hostile», avait-il dit dans la conversation, consignée dans un câble du département d'État américain, rendu public par WikiLeaks.

Les seize années qui suivent écrivent la chronique d'un cataclysme annoncé. Effectivement décrété «entité hostile» par Israël, le confetti de terre palestinien est placé sous un blocus quasi hermétique des 2007. C'est l'occupation sous une autre forme, le contrôle à distance. «L'idée est de mettre les Palestiniens au régime, sans les faire mourir de faim», explique Dov Weissglas, qui, après l'accident vasculaire cérébral d'Ariel Sharon, est passé au service du nouveau chef de gouvernement israélien, Ehoud Olmert.

Les diététiciens de l'armée israélienne ont calculé la ration calorique permettant de maintenir le Gazaoui moyen juste au-dessus du seuil de malnutrition : 2 279 calories par personne et par jour. À partir de cette estimation, l'état-major a déterminé que 131 camions seraient autorisés à entrer dans Gaza chaque jour. Mais, selon l'ONG israélienne Gisha, spécialisée dans les problèmes d'accès à Gaza, leur nombre a souvent été inférieur.

La liste des produits interdits, accusés de «double usage», déroute les observateurs. «Avez-vous déjà vu des bombes à base de lentilles ? Quelqu'un va-t-il vous tuer avec un macaron ?», s'interroge l'élue démocrate améri-

cain Brian Laird, de retour en 2009 d'une visite dans le territoire sous cloche. La contrebande transitant par les tunnels de Rafah, florissante à la fin des années 2000, permet d'éviter de trop graves pénuries.

À intervalles réguliers, les chasseurs-bombardiers israéliens attaquent Gaza, en réponse à des tirs de roquettes du Hamas ; 2008-2009, 2012, 2014 et 2021 : quatre guerres se succèdent, provoquant la mort de milliers de Palestiniens. Il s'agit de «tondre le gazon», expliquent les stratèges israéliens, de maintenir les capacités offensives du Hamas à un stade supportable. Une recette de guerre perpétuelle.

À intervalles réguliers aussi, le Hamas et le Fatah annoncent un projet de réconciliation, voire la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Mais ces initiatives avortent avec une constance de métronome. Ni l'un ni l'autre de ces deux mouvements rivaux n'est concrètement prêt à partager le maigre pouvoir qu'il exerce dans son sief.

Pressé par la communauté internationale, le Hamas réforme en 2017 sa charte, un texte souvent abscons, truffé de saillies antisémites. Le nouveau document, plus présentable, parle d'un État en Cisjordanie et dans la bande de Gaza comme d'une «base commune à toutes les factions palestiniennes». Mais il ne franchit pas le pas de la reconnaissance d'Israël, la condition sine qua non des chancelleries occidentales pour ouvrir le dialogue avec lui.

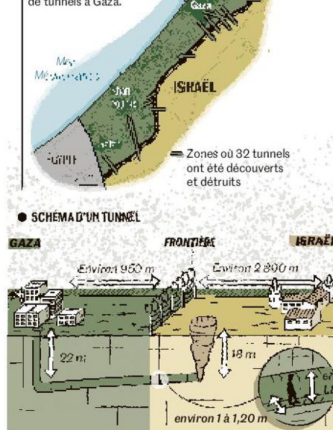
En 2018 et 2019, le Hamas et d'autres factions palestiniennes encadrent les «marches du retour» organisées le long de la clôture de Gaza. Une initiative de la société civile gazaouie, pour protester contre un blocus étouffant. La mobilisation est réprimée avec brutalité. En un an, les snipers israéliens fauchent près de 200 vies. On compte 7 100 blessés par balles, des jeunes souvent mutilés à vie.

La rage qui monte à Gaza et le désespoir de sa population n'alertent pas Benjamin Netanyahu, parvenu au pouvoir en 2009. Distribution de valises de dollars par le Qatar ; arrangements ponctuels et discrets avec Yahya Sinouar, le chef du Hamas, que les responsables israéliens ne sont pas loin de considérer comme un «pragmatique» ; bombardements soigneusement dosés : «Bibi» croit avoir trouvé la bonne formule pour contenir les islamistes et réaliser son grand dessin politique. «Quiconque veut contrecarrer la création d'un État palestinien doit soutenir notre politique de renforcement du Hamas et de transfert d'argent au Hamas, expliquait-il, en mars 2019, devant les parlementaires du Likoud. Cela participe de notre stratégie : isoler les Palestiniens de Gaza de ceux de Cisjordanie». Un demi-siècle d'occupation a engendré un monstre à Gaza. Samedi 7 octobre, il s'est réveillé. ■

BENJAMIN BARTHE

2014 | OPÉRATION « BORDURE PROTECTRICE »

Après des tirs de roquettes depuis Gaza, l'armée israélienne lance une opération aérienne et terrestre, le 7 juillet, pour détruire le réseau de tunnels à Gaza.



2018 | LA « MARCHÉ DU RETOUR »

À l'occasion du 70^e anniversaire de la Nakba – l'exode palestinien de 1948 – et pour réclamer le droit au retour des réfugiés, une marche vers la barrière de sécurité israélienne est organisée chaque vendredi, durant six semaines au printemps. Des dizaines de milliers de Palestiniens se rassemblent pacifiquement. L'armée israélienne tire sur les manifestants.

2021 | L'ESCALADE

En mai, en «solidarité» avec les manifestants palestiniens blessés à Jérusalem-Est, le Hamas lance plus de 4 300 roquettes pour saturer la défense antirakétique d'Israël. Gaza est pilonnée en riposte.

Fin 2021

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

À l'occasion du 70^e anniversaire de la Nakba – l'exode palestinien de 1948 – et pour réclamer le droit au retour des réfugiés, une marche vers la barrière de sécurité israélienne est organisée chaque vendredi, durant six semaines au printemps. Des dizaines de milliers de Palestiniens se rassemblent pacifiquement. L'armée israélienne tire sur les manifestants.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

2023 | OFFENSIVE DU HAMAS ET BLOCUS TOTAL ISRA�ËLIEN

Après des tirs de roquettes depuis Gaza, l'armée israélienne lance une opération aérienne et terrestre, le 7 juillet, pour détruire le réseau de tunnels à Gaza.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après des tirs de roquettes depuis Gaza, l'armée israélienne lance une opération aérienne et terrestre, le 7 juillet, pour détruire le réseau de tunnels à Gaza.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Après trois ans et demi de l'escalade, Israël décide sa nouvelle barrière autour de Gaza. D'un côté, un milliard de dollars est réservé sur 65 kilomètres.

Vincent Lemire

« Nous sommes entrés dans une période obscure qu'il est impossible de nommer »

Le professeur d'histoire revient sur les attaques terroristes du 7 octobre en Israël. Il estime que cet événement sans précédent nous fait basculer dans le cinquième acte de la tragédie israélo-palestinienne

ENTRETIEN

Vincent Lemire est professeur d'histoire à l'université Gustave-Eiffel. Il a dirigé le Centre de recherche français à Jérusalem de 2019 jusqu'en août, et conduit toujours le projet de recherche européen Open Jerusalem. Vincent Lemire est notamment l'auteur d'*Au pied du mur. Vie et mort du quartier maghrébin de Jérusalem (1187-1967)* (Seuil, 2022) et de la bande dessinée *Histoire de Jérusalem*, avec Christophe Gaultier (Les Arènes, 2022).

Y a-t-il eu dans l'histoire du conflit israélo-palestinien des événements d'ampleur comparable aux attaques du 7 octobre ?

Non. Il n'y a aucun précédent. Plus de 1200 morts en une seule journée, pour les Israéliens c'est un bilan plus lourd que durant les cinq années de la seconde Intifada (2000-2005). Rapportée à la population française, cela correspondrait à 10 000 morts en France. C'est proprement vertigineux, et jamais Israël n'avait vécu un traumatisme aussi profond. Revenir aux épisodes les plus sombres du conflit suffit pour s'en convaincre.

En août 1929, le massacre d'Hébron, commis par des insurgés palestiniens, se solde par la mort de 70 civils juifs. En avril 1948, environ 120 civils palestiniens sont assassinés à Deir Yassin par les troupes paramilitaires juives. En septembre 1982, plusieurs centaines de réfugiés palestiniens sont tués avec sauvagerie dans les camps libanais de Sabra et de Chatila, alors sous contrôle israélien. Or ces trois massacres sont encore gravés dans toutes les mémoires. On a donc franchi un cap.

Sur le plan militaire, l'attaque surprise de la guerre du Kippour, ou « guerre du Ramadan » en arabe, le 6 octobre 1973, avait déjà stupéfié les Israéliens. Mais il s'agissait alors d'une guerre conventionnelle visant des militaires dans le Sinaï occupé. Cinquante ans plus tard, ce sont surtout des civils qui ont été visés, sur le territoire israélien. Il n'y a donc aucun point de comparaison dans l'histoire du conflit, ce qui conduit à convoquer d'autres références pour inscrire cet événement dans les consciences et les récits.

Plusieurs observateurs parlent d'un « 11-Septembre israélien ».

Ce rapprochement vous semble-t-il pertinent ?

Du point de vue des victimes, oui, car cela souligne l'ampleur du choc traumatique subi par la société israélienne. Cela permet aussi de mesurer le risque – ou le piège – dont ce genre d'événement est porteur. Après le 11-Septembre, les États-Unis se sont lancés tête baissée dans les guerres d'Afghanistan et d'Irak, aux conséquences désastreuses.

Mais la référence au 11-Septembre n'éclaire en rien les motivations des assaillants, car le Hamas ne relève pas du djihadisme international comme Al-Qaïda. Le Hamas est un mouvement à la fois nationaliste et islamiste, prêt à mener une politique du pire pour parvenir à « l'établissement d'un État palestinien souverain et indépendant dans les frontières de 1967 », comme le stipule la version amendée de sa charte publiée en 2017. Il faut donc réfléchir plus avant, même si l'émotion nous assomme.

Face à la cruauté du Hamas, de vifs débats ont éclaté en France pour savoir s'il faut parler de « crime de guerre » ou de « terrorisme ».

Que vous inspirent ces échanges ? La banalité – ou l'inaïté – du débat politique français empêche de mesurer la portée historique de l'événement. Ces attaques relèvent bien sûr du terrorisme, car des centaines de civils, dont des femmes et des enfants, ont été assassinés méthodiquement, avec une cruauté invariable. Par ailleurs, ces massacres n'étaient pas de simples « dommages collatéraux » de l'opération, ils ont été coordonnés par une organisation structurée.

Le débat français est inepte et inopérant, car le mot « terrorisme » ne devrait pas être le point d'arrivée de la discussion, mais bien plutôt son point de départ : le 7 octobre 2023 est un acte terroriste effroyable, mais c'est aussi bien plus que cela. Pour comprendre ce à quoi nous assistons, il faut tenter de saisir cet événement dans sa triple dimension terroriste, militaire et politique, c'est-à-dire tel que l'a conçu le Hamas.

Comment distinguer ces trois dimensions ?

Le 7 octobre aurait pu rester un acte de guerre, sans basculer dans le terrorisme. Les assaillants du Hamas auraient pu rompre le blocus de Gaza, briser les murs de cette prison à ciel ouvert, s'emparer des bases militaires, tuer et prendre en otages des soldats, avant de se replier à Gaza pour tirer profit d'un rapport de force totalement modifié. Notons que ces objectifs ont tous été atteints et qu'ils représentaient en eux-mêmes un succès historique.

Pourtant, en amont de l'opération, le choix avait été fait de ne pas s'en tenir là et de se livrer à des massacres. Pour cela, des risques opérationnels ont été pris. C'est terrible à dire, mais il faut du temps pour débusquer et tuer plus d'un millier de civils, cachés dans les garages et les parkings ou réfugiés dans les chambres fortes (*ma'ad*). Encercler une rave-party et poursuivre une à une toutes les voitures qui s'en échappaient est encore bien plus long.

L'armée israélienne a dénombré 1500 cadavres d'assaillants après sa reconquête des localités attaquées. Nul doute que ce bilan aurait été moins élevé si les assaillants ne s'étaient pas acharnés



YANN LEGRAND

à tuer le plus de civils possible et s'étaient repliés plus rapidement. Si ces massacres ne sont pas accidentels, il faut dès lors admettre que le choix de la terreur relève bien d'une stratégie politique.

Quel est l'objectif du Hamas ?

L'objectif de cet acte horrible est d'entraîner Israël dans une fuite en avant pour lui tendre un double piège : un piège stratégique et un piège moral. Le piège stratégique consiste à faire entrer les soldats israéliens dans Gaza, où les combattants du Hamas les attendent, protégés par un immense réseau d'abris souterrains. La densité démographique de Gaza est la plus élevée au monde, c'est donc un théâtre d'opérations redoutable pour une armée régulière.

Le piège moral consiste à provoquer Israël afin que son armée commette des crimes de guerre d'une ampleur inédite. In fine, l'objectif est un retournement de l'opinion publique mondiale. Notons que ces crimes de guerre ont déjà commencé, avec l'arrêt total de la distribution d'eau et de nourriture aux 2,3 millions d'habitants de la bande de Gaza, ainsi que des bombardements aveugles qui ont déjà causé la mort de plus d'un millier de civils palestiniens.

C'est un objectif crédible car le soutien à Israël dans l'opinion publique mondiale s'est largement érodé ces dernières années, y compris aux États-Unis. Ce mouvement de rejet est puissant, et au-delà de l'émotion causée par l'atrocité des massacres, on peut penser qu'il resurgira lorsque apparaîtront les visages d'enfants palestiniens morts sous les bombes israéliennes.

Qu'est-ce qui relie le 7 octobre à l'immense mouvement de protestation qui agitait Israël ces derniers mois ?

La sécurité. Ou plutôt l'impératif de sécurité comme socle fondateur d'un consensus national minimum. Le gouvernement du premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a lamentablement échoué à protéger ses citoyens. Or, à la fin du XIX^e siècle, le projet sioniste est né pour mettre en sécurité les Juifs de la diaspora menacés par l'antisémitisme. En Israël, la sécurité n'est donc pas un mandat comme un autre de l'État, c'est sa raison d'être même.

En mars, des centaines de milliers d'Israéliens sont descendus dans la rue pour protester contre le limogeage du ministre de la défense, Yoav Gallant, par Netanyahu, car ce caprice politicien menaçait la sécurité du pays. En juillet, le général à la retraite Eitan Ben Eliahu déclarait : « Nous courons au désastre », redoutant une nouvelle guerre du Kippour. Il y a pire : la frontière de Gaza était dégarnie le

7 octobre parce que l'essentiel des soldats était déployé en Cisjordanie pour protéger les colons qui s'y livrent quotidiennement à des exécutions sommaires de civils palestiniens. L'embaillement de la colonisation et la situation d'apartheid mise en place de facto en Cisjordanie occupée sont donc une cause directe et concrète de la catastrophe survenue le 7 octobre. Tout ceci, les opposants à Netanyahu le dénonçaient depuis longtemps.

Comment définir l'époque dans laquelle nous entrons ?

Le 7 octobre nous fait basculer dans le cinquième acte de la tragédie israélo-palestinienne. Le premier acte est celui de la genèse des projets nationaux concurrents (1897-1917). Le deuxième acte est marqué par des confrontations sporadiques sous tutelle britannique (1917-1947). Au cours du troisième acte, nous assistons à des guerres conventionnelles entre États (1947-1987). Le quatrième acte se traduit par une « repalestination » du conflit, avec une alternance d'intifadas (« soulèvements ») et de négociations, dont l'Organisation de libération de la Palestine était le pivot (1987-2023).

Aucune de ces références historiques ne correspond à ce que nous sommes en train de vivre. Nous entrons donc dans une période obscure qu'il est encore impossible de nommer, même si l'on comprend que le Hamas en est le désormais le pivot.

Que doivent faire la France et la communauté internationale ?

On est au bord de l'abîme. La déflagration du 7 octobre risque de déborder les frontières régionales, dans un contexte géopolitique global déjà extraordinairement tendu. La communauté internationale ne peut se charger du problème car c'est elle qui a paramétré ce conflit, depuis le mandat élaboré après 1917 par la Société des nations jusqu'au vote sur le partage de la Palestine par les Nations unies en 1947. Le droit international est donc la seule issue pour recréer un langage commun. La France, seul pays de l'Union européenne au Conseil de sécurité de l'ONU, doit y prendre toute sa part. En tant qu'alliée, elle doit protéger Israël contre ses pires instincts.

L'histoire nous enseigne que c'est au bord de l'abîme que des décisions douloureuses peuvent être prises. Ce cinquième acte – celui du dénouement dans la tragédie grecque – a commencé par des scènes de guerre, de pogrom et de carnage. Il appartient aux Israéliens, aux Palestiniens et aux consciences internationales d'en écrire les scènes suivantes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARC-OLIVIER BHERER